

Constitution : Vous pouvez encore avoir votre mot à dire

Appel de Georges Debunne, ancien président de la Confédération Européenne des Syndicats

Madame, Monsieur,
Chère Amie, cher Ami,
Citoyennes et citoyens européens de Belgique,

Des Flamands sont venus chez moi pour me demander de venir à la rescousse de leur appel à une large consultation populaire sur le projet de Constitution Européenne. Ils ne supportent pas que, sous prétexte que le Vlaams Belang se positionne pour le NON avec des arguments qui nous font à tous horreur, les partis de gauche ont décidé de dire OUI à la ratification de ce projet de Constitution Européenne. Ils craignent que le vote en Flandre se passe comme au Sénat, comme à la Chambre des représentants, comme au Parlement Bruxellois... « dans un silence assourdissant ». Ils veulent croire au sursaut des élus de gauche qui - en analysant le traité - constateraient à quel point il est grave d'approuver les dangers qu'il recèle ; dangers que j'ai maintes fois dénoncés en tant que Président de la Confédération Européenne des Syndicats et de la Fédération Européenne des Retraité(e)s et des Personnes Âgées.

En Belgique, nos lois nous donnent encore une chance. Il suffira qu'une seule Assemblée dise NON à la ratification pour bloquer cette course vers l'abîme. Encore faut-il que le NON de GAUCHE soit alimenté par un débat et que le débat soit facilité. Car ce n'est qu'en ayant le texte sous les yeux qu'on peut comprendre qu'une multitude d'articles annoncent des lois européennes de régression des droits sociaux (et particulièrement les allocations de chômage, le minimum de ressources, les pensions de retraite, le remboursement des soins de santé...), de démantèlement des services publics et de généralisation du dumping social et des précarités.

Le débat est essentiel. J'ai pu le vérifier lorsque Henri Emmanuelli m'a demandé de venir à Paris le soutenir pour le lancement de sa campagne pour le NON. C'était l'autonomie de leur opinion pour maîtriser leur avenir et celui des générations futures que les 1800 français présents exprimaient ce jour-là.

Le règlement du Parlement flamand autorise à tout citoyen de poser une REQUÊTE pour « changer une politique ou un décret ». Si cette REQUÊTE est soutenue par 15 000 personnes (Flamands, Wallons, Bruxellois, Belges ou non), le Parlement flamand est obligé d'organiser une audition du premier signataire.

J'ai décidé de signer cette REQUÊTE. Deux autres personnalités socialistes m'accompagnent dans cette démarche : Lode Van Outrive, sociologue et ancien parlementaire européen et Jef Sleenckx, ancien parlementaire fédéral. Ensemble, nous avons œuvré pour consolider notre système belge de protection sociale et les droits des travailleurs ; ensemble, nous combattons aujourd'hui pour les sauvegarder.

Ensemble, nous vous appelons à signer et récolter des signatures.

La procédure étant ce qu'elle est, voici ce qu'il faut faire pour être efficace :

Tenir compte de ces trois impératifs :

1. les signatures électroniques ne sont pas admises ;
2. Il n'y a pas d'exigences quant à l'âge ni à la nationalité ;
3. il est nécessaire que les signatures soient jointes au texte.

Merci donc d'imprimer la requête ci-jointe en recto verso, de la signer, de la soumettre à votre entourage et d'envoyer votre récolte à mon adresse personnelle inscrite en bas de la page de signatures.

La ratification au Parlement Flamand n'aura pas lieu avant l'automne 2005, la clôture de la récolte est donc fixée au 15 septembre 2005, date à laquelle j'irai déposer les signatures qui m'ont été remises.

Ainsi, l'Histoire retiendra qu'en Belgique, on veut toujours avoir son mot à dire.

Georges DEBUNNE

REQUÊTE

À Monsieur N. De Batselier
Président du Parlement flamand
Parlement flamand, 1011 Brussel

le 12 juin 2005

Monsieur le Président,

Après la Chambre et le Sénat belges, le Parlement flamand doit se prononcer lui aussi sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Quelle que soit la position qu'on a sur ce traité, il est clair qu'il s'agit d'une affaire très importante, dans laquelle on doit poursuivre le maximum de participation des citoyens pour arriver à une décision démocratique. La ratification par la Chambre et le Sénat belges n'était pas un exemple d'une telle préoccupation démocratique. C'est pourquoi nous nous adressons au Parlement flamand, espérant que, in extremis, des mesures seront prises en Flandre qui permettront au Parlement de prendre une décision qui soit assise sur une véritable consultation de la population.

C'est pourquoi nous vous adressons la requête suivante.

1. Nous demandons au Parlement flamand de ne point procéder à la ratification tant qu'il n'y a pas eu un véritable débat social approfondi, qui ait clarifié les points de vue des défenseurs aussi bien que des adversaires, de façon à ce que le Parlement puisse être le porte-parole des désirs de la population. Nous remarquons que le calendrier européen permet encore au moins un an; il n'y a donc aucune raison pour une décision hâtive.

2. Nous estimons que dans ce contexte, la reconsidération de la possibilité d'une "consultation préparatoire à la gestion politique" serait utile.

3. Nous vous demandons aussi d'organiser au sein du Parlement une série d'auditions contradictoires, avec la participation d'un large éventail de citoyens et de représentants d'organisations sociales et démocratiques.

Nous sommes convaincus de la nécessité d'un projet européen ambitieux et donnant de l'espoir ; nous sommes tout aussi convaincus qu'un tel projet ne peut être réalisé que s'il est soutenu par les peuples européens. Nous espérons que le Parlement flamand y apportera sa part, et nous estimons que les requêtes susmentionnées seront utiles à cette fin.

C'est pourquoi nous vous demandons une discussion urgente de cette requête dans la commission compétente et en session plénière.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments respectueux,

VERZOEKSCHRIFT

Aan de Heer N. De Batselier
Voorzitter van het Vlaams Parlement
1011 Brussel

12 juni 2005

Geachte, Heer Voorzitter,

Na de federale Kamer en Senaat dient ook het Vlaams Parlement zich uit te spreken over het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa. Welk standpunt men tegenover dit verdrag ook inneemt, het is duidelijk dat het over een zeer belangrijke aangelegenheid gaat, waarin de betrokkenheid van de burgers maximaal moet nagestreefd worden om tot een democratische beslissing te kunnen komen. De ratificatie door de Belgische Kamer en Senaat was alleszins geen voorbeeld van zulke democratische bekommernis. Daarom richten we ons tot het Vlaams Parlement, in de hoop dat er in Vlaanderen in extremis dan toch initiatieven komen die het Vlaams Parlement toelaten een standpunt in te nemen dat gestoeld is op een werkelijke raadpleging van de bevolking.

Daarom dienen wij hierbij een verzoekschrift in, met de volgende strekking.

1. Wij verzoeken het Vlaams Parlement niet over te gaan tot ratificatie zolang er geen diepgaand maatschappelijk debat is gevoerd dat de standpunten van voor- en tegenstanders verduidelijkt, zodat het Parlement de spreekbuis kan zijn van de wensen van de bevolking. We

wijzen erop dat de Europese kalender minstens nog een jaar de tijd geeft; redenen voor een overhaaste beslissing zijn er dus niet.

2. Wij menen dat het in dit verband nuttig zou zijn om de mogelijkheid van een beleidsvoorbereidende raadpleging opnieuw in overweging te nemen.

3. We verzoeken u ook om in het Parlement een reeks tegensprekelijke hoorzittingen te beleggen, met deelname van een brede waaier van burgers en vertegenwoordigers van sociale en democratische organisaties.

We zijn overtuigd van de noodzaak van een ambitieus en hoopgevend Europees project; we zijn echter evenzeer overtuigd dat dergelijk project alleen werkelijkheid kan worden als het steunt op de wil van de volkeren in Europa. We hopen dat het Vlaams Parlement daartoe zijn steentje bijdraagt, en menen dat bovenstaande verzoeken hierbij nuttig zijn.

Daarom vragen wij een dringende bespreking van dit verzoekschrift in de bevoegde commissie en de plenaire vergadering.

Met de meeste hoogachting,

Je souscris à la requête / Ik steun het verzoekschrift

Prénom / Voornaam	Nom / Naam	Adresse / Adres	Signature / Handtekening

À renvoyer à / Terugsturen naar Georges Debunne, Avenue Maelbeek 9/49, 1000 Bruxelles